

Questions orales

Après la conférence du Commonwealth, le premier ministre doit visiter l'Amérique centrale, et j'aimerais donc l'interroger au sujet de l'Organisation des États américains. Le premier ministre a évoqué la possibilité pour le Canada d'adhérer à cet organisme. Comme cela marquerait un tournant dans la politique étrangère canadienne et dans celle de son gouvernement, est-ce que le premier ministre autoriserait une enquête parlementaire pour sonder l'opinion canadienne sur ce sujet avant de prendre une décision?

M. Mulroney: Monsieur le Président, il est bien certain qu'un comité quelconque de la Chambre a toute liberté d'examiner s'il le désire n'importe quelle politique du gouvernement ou n'importe quelle politique qu'il entend proposer.

Pour ce qui me concerne, en réponse à la question de mon très honorable collègue, je suis troublé depuis quelque temps par l'absence de tout rôle direct du Canada dans les affaires de l'hémisphère. Parmi les plus nombreux organismes qui s'en occupent il y a l'OEA. Très actif en Europe, aux Nations Unies et dans les organismes de tous les coins du monde le Canada, en application d'une politique gouvernementale adoptée il y a plusieurs décennies, est absent de l'Organisation des États américains où il pourrait jouer un rôle influent.

Il est bien évident que toute décision a ses inconvénients. Toute décision entraîne des difficultés pour l'avenir. Mais comme je l'exposerai au cours des jours qui viennent, je pense que le Canada pourrait jouer un rôle plus important et plus bénéfique dans l'hémisphère; le gouvernement a l'intention de suivre toutes les voies qui permettront de jouer ce genre de rôle productif.

* * *

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Douglas Young (Gloucester): Monsieur le Président, un message retentit bien clairement d'un bout à l'autre du pays pour beaucoup de travailleurs. Nous avons entendu encore aujourd'hui les dirigeants syndicaux nationaux déclarer catégoriquement que les travailleurs canadiens n'encaisseront pas sans broncher les coups que le gouvernement va leur assener.

Ma question au premier ministre est très simple. Nous savons maintenant que la taxe sur les produits et services va accroître l'inflation, faire baisser le niveau de vie et maintenir les taux d'intérêt au moins à leur niveau actuel sinon les faire augmenter. Étant donné toutes ces répercussions, et étant donné que les dirigeants syndicaux nationaux ont déclaré catégoriquement qu'ils ne s'engageraient pas à faire preuve de modération dans leurs revendications salariales alors qu'ils savent qu'il n'y aura pas de modération du côté des prix, le gouvernement a-t-il maintenant l'intention de retirer son projet de taxe sur les produits et services et de le remettre à l'étude comme on le lui recommande d'un bout à l'autre du pays?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le message que nous percevons très clairement aux audiences et d'après ce que j'entends dire de la part d'un certain nombre d'autres personnes, c'est que nous ne devrions pas retirer cette taxe. Sauf erreur, le député a lui-même dit l'été dernier que c'était la bonne façon de procéder. Le député avait certes quelques différences d'opinions, mais il estimait que c'était la bonne façon de passer de la taxe actuelle de 13,5 p. 100 sur les ventes des fabricants à une taxe de 9 p. 100 sur les produits et services.

Le député a souligné plus particulièrement qu'il était important de veiller à que la mise en oeuvre de la taxe sur les produits et services n'ait pas de répercussions inflationnistes. Nous demandons en l'occurrence aux Canadiens d'accepter une incidence négative de 1 p. 100 sur leur revenu que l'instauration de cette taxe aura une seule fois comme répercussion inflationniste.

Voyons cela dans une juste perspective. Le revenu réel disponible après impôt, c'est-à-dire le revenu qui reste après impôt et compte tenu de l'inflation, a augmenté de 11 p. 100 depuis 1984-1985. Vue dans ce contexte, la position que le gouvernement a prise me paraît réaliste.

[Français]

M. Douglas Young (Gloucester): Monsieur le Président, la perspective que les Canadiens et les Canadiennes comprennent, c'est que le Gouverneur de la Banque du Canada nous dit encore aujourd'hui qu'il va garder l'oeil fixé sur les exigences salariales et non sur les prix, et c'est pour cette raison que je vais répéter ma question au ministre des Finances ou au premier ministre.